

S

R

E

Divers

V

Divers

I

Divers

D



DIVERS

4.1. LES COMMUNIQUÉS BCL	113
Le passage de la Banque centrale du Luxembourg à l'an 2000 (Communiqués des 22 juin et 20 juillet 1999)	113
Campagne d'information sur les billets en euro (Communiqué du 15 juillet 1999)	114
4.2. LES CONFÉRENCES	116
"The statistical requirements of the ESCB", Speech delivered by Eugenio Domingo Solans, Member of the Executive Board of the European Central Bank, on the occasion of a visit to the Banque Centrale du Luxembourg, Luxembourg, 25 th March 1999	116
«Le lancement de la Banque centrale à Luxembourg», Discours de Yves Mersch lors de la Journée bancaire de l'Association des Banques et Banquiers à Luxembourg, le 20 avril 1999	120
4.3. LA LÉGISLATION	127
4.4. LES PUBLICATIONS DE LA BCL	135
4.5. LA LISTE DES CIRCULAIRES BCL	136
4.6. LES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA BCE	137
4.7. LA LISTE DES ABRÉVIATIONS / LIST OF ABBREVIATIONS	140
4.8. L'ORGANIGRAMME ET LES COORDONNÉES BCL	142

4.1. LES COMMUNIQUÉS BCL

LE PASSAGE DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG À L'AN 2000

Communiqué du 22 juin 1999

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) est pleinement engagée dans la préparation et la réalisation de mesures relatives à la problématique de l'an 2000. Ces mesures sont coordonnées au sein du Système européen de banques centrales (SEBC).

En particulier, le SEBC suit de près l'adaptation des systèmes de paiement nationaux au passage à l'an 2000. Afin de faciliter la bonne transition vers cette année particulière et de permettre aux banques de clôturer leur traitement de fin d'année à temps, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé la fermeture du système TARGET (système de transfert express automatisé transeuropéen de règlement brut en temps réel) le 31 décembre 1999. La BCL ne conclura aucune autre opération ce jour-là et les guichets de sa Caisse centrale seront fermés. Toutefois, la BCL a pris les mesures nécessaires pour que l'approvisionnement du public en signes monétaires soit assuré conformément à ses demandes.

Consciente de la possibilité de devoir faire face à une demande accrue de liquidités, la BCL tient à souligner que la structure des instruments habituels de la politique monétaire que le SEBC utilise, et particulièrement les outils liés aux facilités de dépôt et d'emprunt marginal (facilité Lombard), lui permet d'y apporter une réponse adéquate.

La BCL soutient l'initiative de l'Association des Banques et Banquiers Luxembourg (ABBL) qui conduit une évaluation des préparatifs du passage à l'an 2000 entrepris par les banques de la Place financière, ainsi que par les systèmes interbancaires.

La BCL a inventorié, puis mis en concordance ses propres systèmes informatiques eu égard à leur compatibilité à l'an 2000. Elle a effectué des tests internes, externes et globaux de l'infrastructure informatique et des applications utilisées.

Au cours du week-end des 19 et 20 juin, notamment, elle a testé l'infrastructure de communication avec la BCE, la compatibilité de ses systèmes d'enregistrement comptable et de communication interne. Elle a également effectué des tests de transmission de paiement avec plusieurs participants aux systèmes de paiement. De nouveaux cycles de tests seront organisés au cours de la première quinzaine de juillet ainsi qu'au mois de septembre.

La BCL met également en place des mesures d'urgence pour faire face à d'hypothétiques dysfonctionnements dus à des causes externes au SEBC (pannes d'électricité, défauts de liens de télécommunication, etc.).

Pour assurer le maintien de systèmes compatibles et pour minimiser les risques, un moratoire est organisé par le SEBC qui consiste à ne pas modifier les systèmes informatiques critiques pour une période allant du 1^{er} octobre 1999 au 1^{er} mars 2000. La BCL respectera aussi ce moratoire pour ses systèmes internes à l'exception de la finalisation de l'installation des systèmes informatiques utilisés depuis le 1^{er} janvier 1999 (*bug fixing*).

La BCL est en contact avec ses contreparties à ce propos et reste à leur disposition. En particulier, peut être contacté, M. Jean Goetzinger, coordinateur du projet «an 2000» (Banque centrale du Luxembourg, Organisation et gestion des risques, L-2983 Luxembourg, télécopieur: 4774-4975, e-mail: it@bcl.lu).

LE PASSAGE DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG À L'AN 2000

Communiqué du 20 juillet 1999

Au cours du week-end dernier, la Banque centrale du Luxembourg (BCL) a terminé les tests relatifs au passage à l'an 2000 qu'elle avait entamés dans le courant du mois de juin. Il s'agissait, d'une part, de tests effectués dans le cadre du Système européen de banques centrales et, d'autre part, de tests globaux avec les participants au système de paiement TARGET (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel).

L'ensemble de ces tests a été terminé avec succès, et aucun problème en relation avec le bogue du millénaire, ou la date du 29 février 2000 n'a été détecté. Ces résultats représentent un élément significatif quant à la bonne transition vers le prochain millénaire.

Avant d'appliquer une période moratoire, c'est-à-dire l'absence de modifications dans les systèmes informatiques utilisés, jusqu'au 1^{er} mars 2000, une ultime phase de tests est prévue pendant le mois de septembre.

Les 1^{er} et 2 janvier 2000, la BCL ouvrira ses systèmes afin de vérifier le bon état des infrastructures, des logiciels d'exploitation et des applications avant la reprise des activités normales le lundi 3 janvier au matin. Un planning détaillé de l'organisation du week-end de transition est en cours d'élaboration, conjointement avec la Banque centrale européenne.

La BCL est en contact avec ses contreparties à ce propos et reste à leur disposition. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. Jean Goetzing, coordinateur du projet «an 2000» (Banque centrale du Luxembourg, Organisation et gestion des risques, L-2983 Luxembourg, télécopieur: 4774-4975, e-mail: it@bcl.lu).

LA CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LES BILLETS EN EURO

Communiqué du 15 juillet 1999

Les billets et pièces en euro seront mis en circulation à partir du 1^{er} janvier 2002 par les banques centrales nationales des pays participant à la zone euro. Ces billets auront cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Sept coupures de billets seront émises pour des valeurs respectives de 5, 10, 20, 50, 100, 200 et 500 euros. A ce moment, seront également émises huit pièces différentes dont les valeurs faciales seront de 1, 2, 5, 10, 20 et 50 cents, 1 et 2 euros. Contrairement aux pièces qui présentent une face nationale, le graphisme des billets ne comporte aucun signe national distinctif.

Les dessins des billets évoquent les étapes fondamentales de l'histoire architecturale de l'Europe. Au recto, fenêtres et portails symbolisent l'esprit d'ouverture et de coopération qui règne au sein de l'Union européenne. Au verso, est représenté un pont d'une époque particulière, métaphore de communication entre les peuples européens, et entre l'Europe et le reste du monde. Les billets sont différenciés par leur

taille et leurs couleurs aux diverses nuances de gris, rouge, bleu, orange, vert, jaune, et violet. Ces caractéristiques, ainsi que la valeur faciale des billets en euro, imprimée en chiffres particulièrement visibles, permettent de bien distinguer chacun d'entre eux. Les billets de 200 et 500 euros contiennent chacun une marque tactile spéciale, notamment destinée aux malvoyants.

Les billets en euro ont été tout spécialement conçus pour éviter les contrefaçons. Ils comportent d'importants éléments de sécurité visibles par le public, et d'autres, invisibles, mais détectables à l'aide de machines, permettant d'en vérifier l'authenticité.

Des tests de production de série ont été réalisés à partir d'octobre 1998 pour vérifier que les spécifications techniques des billets sont bien atteintes. Ces tests ont donné des résultats très satisfaisants.

La production de série des billets en euro, assurée par onze imprimeries différentes en Europe, est en cours de lancement. Les deux imprimeurs sélectionnés pour la production des billets de la Banque centrale du Luxembourg sont les firmes «Johan Enschedé en Zonen¹» aux Pays-Bas et «Bundesdruckerei» en Allemagne. La Banque centrale a commandé 46 millions de billets à ces deux imprimeurs, sur une production totale de 13 milliards de billets au sein de la zone euro. Pour ce qui concerne les pièces en euro, leur émission revient au Ministère des Finances, mais la Banque centrale assurera leur mise en circulation.

La Banque centrale a mis en place un Comité «Monnaie fiduciaire» pour contribuer à la mise au point des aspects pratiques de l'introduction des signes monétaires en euro («cash changeover»). Ce comité est composé d'experts de la Banque et d'organismes financiers. A certaines occasions, des représentants du gouvernement, de l'Association des Banques et Banquiers Luxembourg (ABBL), des forces de l'ordre, des transporteurs de fonds, du secteur du commerce, des entreprises d'assurances et des consommateurs seront invités. Une première réunion de travail de ce Comité a eu lieu le 15 juillet 1999.

Plusieurs points relatifs notamment aux conditions d'échange des signes monétaires nationaux contre des signes monétaires en euro doivent encore faire l'objet de précisions. A cet égard, la Banque centrale veillera en temps opportun à assurer la bonne information du public.

La Banque centrale européenne (BCE) a édité une brochure d'information «The euro banknotes and coins». Elle est disponible gratuitement, en langues française, anglaise, allemande et portugaise, sur demande écrite à la Banque centrale. Elle peut aussi être consultée sur le site Internet de la BCE, dans les langues officielles de l'Union européenne (<http://www.ecb.int>), ainsi que, ultérieurement, sur le site Internet de la BCL.

¹ Cette firme opérera, après la fusion récemment annoncée, sous le nom de «Oberthur/Enschede Currency Printing».

4.2. LES CONFERENCES

THE STATISTICAL REQUIREMENTS OF THE ESCB

Speech delivered by Eugenio Domingo Solans, Member of the Executive Board of the European Central Bank, on the occasion of a visit to the Banque Centrale du Luxembourg, Luxembourg, 25th March 1999

The booklet introducing statistical requirements for Stage Three, which the EMI published in July 1996, began with the bold statement: "Nothing is more important for the conduct of monetary policy than good statistics." These challenging words show the importance which the EMI attached to this area of preparations for Monetary Union, and I must say this has been fully justified by our experience in the first few weeks of the life of the euro.

I. THE STATEMENT OF REQUIREMENTS

But let me start back in 1996. Because of the time it takes to implement statistical changes in reporting institutions and central banks, a statement of prospective statistical requirements could be delayed no longer. But that statement had to be made with very imperfect knowledge. Nobody knew at that stage (for example) what definitions of monetary aggregates would be chosen for the single currency area, or what their role would be. Given the differences in financial structures in our countries, it was not clear how to identify the financial institutions from whose liabilities the money stock would be compiled. It was decided to define them in functional terms, and in such a way that money-market funds as well as banks of the traditional type would be included. It was not clear at that stage whether minimum reserves would be applied, and, if they were, what form they would take - although it had been decided that the banking statistics data would provide the basis for any such system.

Implementation had to start quickly for the statistics to be ready in time for a Monetary Union starting in 1999, but no one knew which Member

States would adopt the single currency - though it was clear that the distinction between business inside and outside the euro area, would be of critical importance for monetary and balance of payments statistics, and would have to be planned for in statistical systems.

In mentioning monetary and balance of payments statistics, I do not want to suggest that the statistical requirements set out in 1996 were confined to these areas. On the contrary, they covered a wide range of financial and economic data, including financial accounts, prices and costs - relating directly to the ESCB's main responsibility under the Treaty, namely to maintain price stability - government finance data, national accounts, labour market statistics, production and trade data and other conjunctural statistics, and more besides. These areas are, of course, under Eurostat's responsibility.

II. THE FOCUS ON THE EURO AREA AS A WHOLE

In formulating and implementing statistical requirements, it was important to realize that the ESCB's attention would have to focus on the euro area as a whole. Monetary policy cannot discriminate among different areas of the Monetary Union - although in practice it may have different effects because of different national economic and financial structures. Focus on the area as a whole has important implications. The data must be sufficiently comparable for sensible aggregation; they must also be available to a comparable timeliness and to the same frequency. In some cases (monetary and balance of payments statistics) they had to be available in a form permitting appropriate

consolidation. In short, with a few exceptions, it was realized that adding together existing national data would not be adequate. Important initiatives were already under way, such as the adoption of a new European System of Accounts [ESA95] and the implementation at national level of a new IMF Balance of Payments Manual. However, wide-ranging statistical preparations would be necessary for the ECB to have the sort of statistical information that the national central banks have traditionally used in conducting monetary policy.

III. HOW FAR THE PROVISION MEETS THE CURRENT NEED

I arrived at the ECB about 2 years after these requirements had been released and 7 months before the start of Monetary Union. I must confess that I doubted many times in those early weeks whether statistics could be ready in time to sustain monetary policy decisions. There were anxious moments too in the late stages of finalizing the monetary policy strategy: would the requirements set out in 1996 correspond to the need perceived in autumn 1998?

I am now sure that the decisions made in 1996 were correct. In practice, one choice in autumn 1998 was almost automatic: thanks to the work of Eurostat and the national statistical offices in the context of the convergence criteria (with active involvement of the EMI), there was no plausible rival to the Harmonized Index of Consumer Prices (HICP) for the purpose of defining price stability. I am aware that national consumer price indices are sometimes criticized for overstating inflation, because they take insufficient account of quality improvements and use outdated weights. While further development of the HICP is to come, and at present there is no satisfactory treatment of expenditure on housing, I believe that every effort has been made to apply the lessons from experience with national consumer price measures. The other choices for statis-

tical elements in the strategy were less obvious. In fact the banking statistics reporting structure announced in 1996 proved able to provide the monetary aggregates and the counterpart analysis required, and - with a little fine-tuning - to meet the needs of a statistical basis for reserve requirements, details of which were also finalized in the autumn. We were thus able to begin publishing monetary statistics only a few days after the final decisions were taken (at the Council meeting on 1st December), and were able to publish with some estimation last month back data on the three monetary aggregates monthly to 1980, and a note urging caution on users of the earlier data.

However, the monetary strategy avoids putting too much weight on one area or type of information. This is only partly for statistical reasons. The formation of the euro area is a substantial structural change, which may in time affect monetary and financial relationships. So the ECB also examines a range of economic data for the light they shed on the assessment of the economic situation and, in particular, prospects for inflation. The editorial and economic developments sections of the Monetary Bulletin show the way the ECB draws on this information; the statistical information itself is set out in tables in the statistical section. Thus, in addition to money and credit and the HICP, the editorial typically touches on GDP, industrial output, capacity utilisation, orders, the labour market, business and consumer confidence, costs and prices other than the HICP, earnings and wage settlements, fiscal positions - naturally placing the emphasis on what are judged to be the most important developments at the time. All these areas were covered by the statement of requirements made in 1996.

I do not need to say that, at present, an accurate assessment of the economic situation in the euro area is of vital importance. The editorial section of the March Bulletin concludes that the overall out-

look for price stability remains favourable, with no major risk that HICP inflation will exceed 2% in the near future, but there is nevertheless a balance of conflicting influences. To reach this judgement, the Bulletin assesses the latest GDP data (slower growth in the provisional Eurostat figures for GDP in the 4th quarter of 1998; declining manufacturing output), the labour market (unemployment falling slightly; some signs of rising pay settlements), and confidence indicated by opinion surveys (business confidence weak; the consumer mood rather optimistic). The economic developments section supports the overall conclusion, and analyses in more detail price and cost developments and of output, demand and the labour market. It concludes with analysis of the fiscal position in the euro area in 1998, and a preview based on fiscal plans for 1999. I am drawing your attention to this, to show the variety of material supporting the ECB's assessment of the economic and financial position and prospects. Although we pay particular attention to certain items - the monetary statistics, with an emphasis this time on influences contributing to recent faster growth, and to the rather rapid growth of credit, and the HICP - we draw on a wide range of information in a continuous monitoring exercise. The establishment of an institution responsible for monetary policy in the euro area has caused a fundamental change in the use of macroeconomic statistics at European level, very much as anticipated by the Implementation Package nearly 3 years ago.

IV. PRIORITIES FOR FURTHER IMPROVEMENT OF STATISTICS

I would like to take this opportunity to thank Eurostat for their efforts to improve the quality and comparability of economic statistics relating to the euro area, and to deliver them to the ECB on a timely manner. They have given this high priority and much progress has been made in the last year or so.

Further improvement will come with the introduction of the new European System of Accounts [ESA95] starting next month (although we must expect some temporary confusion following the introduction of a new system). Experience suggests that substantial statistical changes initially bring classification problems. Although, of course, provision has been made for back data to be available on the closest possible approximation to the new basis, we must also expect some discontinuity in important series. Implementation of last year's short-term Statistics Regulation will bring improvements across a wide range of conjunctural statistics not covered by ESA95. There are also initiatives to improve labour market statistics. With Eurostat, who are responsible for all these areas of statistics at European level, we do our best in the ECB to promote better data. Perhaps I should underline our support here for the priorities established last year by a working group of the Monetary Committee (the current Economic and Financial Committee), in which Yves Franchet and two of my ECB colleagues participated (Peter Bull and Gert Jan Hogeweg): in addition to quarterly GDP and short-term conjunctural statistics, these were government finance statistics, data relating to the labour market (including labour costs), and the balance of payments. At present the lack of comparable national statistics during the course of the year makes it difficult to monitor the fiscal stance in the area as a whole, and so to assess the balance of fiscal and monetary policy. Better labour market statistics are important, not only for the ECB's assessment of possible inflationary pressure, but also to improve understanding of the structure of labour markets in our countries, and the rigidities which impede the achievement of fuller employment. Balance of payments statistics - a shared responsibility of the ECB and Eurostat at European level - require a new approach in compiling data for the euro area as a whole. We intend to publish the first monthly data for the euro area following

the new methodology next month, and to begin joint publication of a quarterly euro-area balance of payments with Eurostat in the summer. But there are deeper questions about future needs for balance of payments statistics in the new circumstances which are currently being addressed. Principally, the question arises of the usefulness for policy purposes of national balance of payments statistics for Member States participating in Monetary Union. There is no question, of course, that certain data in this area are needed within the ESA95 framework of national and financial accounts.

V. THE ORGANISATIONAL, LEGAL AND TECHNICAL INFRASTRUCTURE

I have talked mainly about statistical requirements and their provision, but this is only part of the story. The Treaty (specifically in Article 5 of the Statute of the ESCB and the ECB) clearly envisaged that the ECB would perform statistical functions, assisted by and in co-operation with national central banks, other national authorities, the Commission (meaning in this context in particular Eurostat), and international organisations. A large part of the preparatory work carried out by the EMI consisted in sorting out who would do what, avoiding as far as possible duplication, wasted effort and conflicting data, and keeping the whole development consistent with international statistical conventions. Much of this had to be framed in legal instruments, which would complete the statutory framework provided by the Treaty and the ESCB/ECB Statute. Although work on an EU Council Regulation concerning ECB statistics began as early as 1996, the Regulation could not be finalised until last autumn and the ECB

could not adopt legal instruments on statistics in advance of that event - much work in this area therefore had to be done at the last minute.

Information Technology is another of my responsibilities at the ECB. I am glad to say that essential elements of our data transfer and statistical processing systems were in place when I arrived, or brought into operation soon afterwards. But here, too, there is room for further improvement - the EMI and the ECB in these early months have had so much to do in relation to the resources available that, broadly speaking, only the essentials have been provided so far.

VI. CONCLUSION

"Nothing is more important for monetary policy than good statistics." The formation of Monetary Union has shifted the focus of interest on to data covering the euro area as a whole. This has required substantial changes to statistics, which need time to settle down and are some way short of completion. At the same time, the adoption of the single currency is itself a massive structural change. This will surely affect economic and financial relationships and make any data harder to interpret, although these deeper effects may occur over a period and take some time to become apparent. What is clear, however, is that the ECB must take policy decisions and explain them publicly in terms of the data available relating to its policy responsibility. What we continue to strive to do, through our own efforts and with the help of Eurostat, is to improve the quality of the data underlying policy decisions, which are so important in gaining public understanding and acceptance for them.

LE LANCEMENT DE LA BANQUE CENTRALE À LUXEMBOURG

Discours tenu par Yves MERSCH, Président de la Banque centrale du Luxembourg, à l'occasion de la Journée bancaire de l'Association des Banques et Banquiers Luxembourg (ABBL), Luxembourg, le 20 avril 1999

La traditionnelle Journée bancaire de l'ABBL fournit chaque année l'occasion de faire le point sur la place financière du Luxembourg en l'examinant sous différents angles de vue selon les orateurs choisis.

Je suis très heureux d'avoir l'occasion cette année d'ajouter aux différents angles celui d'une nouvelle institution, créée non pas pour imposer un poids administratif supplémentaire à la place financière, mais pour faire entendre la voix du Luxembourg au niveau européen et vice-versa, à servir de relais auprès de la place financière pour les décisions prises dorénavant en matière monétaire de façon centralisée au niveau européen.

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) étant, par ailleurs, le successeur légal de feu l'Institut Monétaire Luxembourgeois, je suis honoré de pouvoir adresser la parole en quelque sorte à la paroisse locale. Renouant avec une initiative prise l'année passée par le Docteur Storck, j'utiliserai à mon tour la langue de travail du Système européen de banques centrales pour partager pendant quelques instants les impressions d'une année passée à mettre en place la nouvelle Banque centrale du Luxembourg.

I. INTRODUCTION

Let me state at the incept that the work of establishing this new institution is not yet completed in view of the considerable delays that had taken place at the outset. In this respect, I clearly want to distinguish the two phases of such an establishment, the first phase being the operational set-up of the institution in order to be ready for the transition to the euro. The second phase will be the consoli-

dation at an administrative level of the operational success, a work that is still under completion.

1. Design

A first task was however, to find an agreement on the design of the new institution. Just as money has three well-known economic functions - means of payment, unit of account and store of value - so there are three public functions related to each of them. Operating and supervising the payment system refers to money as a means of payment; ensuring price stability relates to money as a unit of account and a store of value; and pursuing the stability of banks relates to money as a means of payment and a store of value. In each of the three functions, commercial banks have played, and still largely play, a crucial role.

a) At first stage it looked as if the new Central Bank could limit itself to exercise four functions. One was the existing surveillance of market participants and prudential regulation, a function which occupied 80 % of the former Monetary Institute and which required above all a strengthening of the existing administrative resources.

b) Part of the second function also existed to a small extent in the former Monetary Institute: the theoretical approach to monetary policy. Civil servants followed the working groups for the organisational and institutional set-up of the European Central Bank and tried to prepare for the equivalent translation into general conditions and procedures at a national level.

What, however, was absent a year ago, was even the embryo of a front office, a back-office and a middle-office, i.e. the total absence of any opera-

tional services which were to be the interface with the financial centre.

c) A third function had been prepared by two persons, that was the establishment of a new national payment system, which was to be the Luxembourg piece of a European wide network called TARGET. In this area a considerable amount of work had been outsourced. The same was true for the information services which were barely enough to be a serious counterpart to the numerous contractors working from the outside.

d) A fourth function of a central bank, finally, is the issuance of banknotes. In this regard the branch of the Belgium National Bank in Luxembourg, was to be taken over by the Luxembourg Central Bank. A couple of Luxembourgers were trained in order to be able to accompany this take-over. But, the people working with the Belgium National Bank had no contact with their future colleagues from within the Monetary Institute.

2. Deficiencies

If the operational side for monetary policy as well as for payment and settlement had not started to be recruited, deficiencies in administrative resources were nevertheless also evident. The surging importance of information technology not only in respect of the needs of the network of the European System of Central Banks, but in respect to the activities of banking industry at large, could not be accommodated with ever increased amounts of outsourcing without endangering the decision making at the level of the bank. The I.T. department represents for BcL some 20% of it's staff, a level identical with the one of the ECB.

A second deficiency was the accounting system in place appropriate for the IML and its administrative tasks. It could easily have been managed by any baker shop in town but was not appropriate for running a bank. One and a half staff position was

attributed to this function, which in the ECB is the last to operate both in the evening or even the night after the closure of payment systems and the first to open system at 6.30 in the morning in order to transmit before 8 o'clock the balance sheet to Frankfurt. The necessity of operating working shifts in accounting, payments or security has a heavy burden on the amount of staff needed for a small number of job postings. The work of assisting staff like I.T. services, building operations, etc. is of course affected in parallel. Mending interventions or testing have to be largely done on weekends. This is no more a public administration.

Yet human resource department was limited to calculating salaries and follow administrative rulings. Working regulations, statute, evaluation, training, compensation will have to take account of the new environment and request a true human resource policy.

Organisation and internal control also did not exist. Internal audit was limited to a half-time job, the other half-time being devoted to control the refurbishing of the buildings that the IML had acquired. Statistical services were mainly geared towards prudential statistics and communications simply did not exist.

II. CHALLENGES

With seven months left to become operational, it was evident that the challenges were adding to each other and had to be prioritised.

1. Human Resources

The most important was to come to grips with human resources. The personal consisted of less than 100 people, two thirds of which were in surveillance. The first decision was to allow the adjustment of the needed resources for the surveillance function to be doubled to 120. The remaining thirty people for the monetary policy, statistics, banknotes, I.T.,

payments, accounting, administrative support etc. had to be supplemented by hiring 100 additional staff of which one third was to come from the National Bank of Belgium, one third through the traditional avenues of administrative recruitment, and another third was to be recruited from banks. All these recruitments had to be fitted more or less within a statute where the different professional know-hows could not easily be accommodated within the existing framework of the public service. It was obvious that this was to be a task receiving priority after the operational set-up.

Just as special central bank-focused training or compensation of extended working hours of the European network. Our basic law of December 23, 1998 also confers upon BcL the first example of a completely capitalized pension fund in the public service without giving any further clue. All of these areas are now under consideration. The result of which will most probably be a statutory regime, *sui generis*, like in other European central banks.

In fact, it took several weeks to design the exact posts that were to be filled. It took months to proceed with the required examinations, to go through individual interviews and to await before people could join the new teams. In certain areas the newcomers only joined the Luxembourg Central Bank in the last days or couple of weeks before D-day January 1st. As of today, we are still short of the envisaged limit partly due to the self-restraint, to our policy to refuse taking over full teams from one single bank and even to limit the absolute number of our recruitments from one single bank. We also had to deal with the demographic equilibrium and strike a balance in nationalities in view of the integration of 35 people working for the Belgian Central Bank.

2. Infrastructure

A second challenge was to establish a location from which the Central Bank could operate. The Mone-

tary Institute had acquired two buildings, one of which was refurbished within 5 months time to allow for the operational interlinking requirements of the European System of Central Banks.

If, at the beginning, the idea was to host all different functions at one side, it quickly became evident that the surveillance function and the central banking area would not be able to be accommodated in the two buildings. It had also been left unconsidered that a Central Bank needs to follow particularly stringent standards in terms of security. A Central Bank also needs a strong information system, training areas, meeting places, backup sites, continuity plans, contingency measures. These had to be developed in a conceptual way before it could be translated into buildings, the first priority having been to have the operational services ready for January 1th, 1999.

Since it was time-consuming to achieve the procedural marathon for obtaining the necessary authorisations, it was admitted that the number of services that should migrate to the new site should be limited to the operational and administrative teams, leaving the most sensitive functions, namely banknotes and information services in the old locations until the new building would have been brought up.

It proves that even for the timely introduction of euro banknotes and coins into our economy, to catch up delays will make it an extremely tight schedule for having the appropriate premises ready.

I want here to pay nevertheless tribute to all those involved in the infrastructural logistics of the Luxembourg Central Bank. Through relentless dedication, the first deadline of January 1th could be met, people moving in during November to catch up with euro-wide tasks in a definite environment. I am convinced that the same team will also match the challenge of the second deadline of the timely introduction of the euro notes and coins.

Extreme motivation by staff allowed to catch up delays partly only in the last two weeks of December. Between the lines of the first Monthly Bulletin of the ECB, one can read the surprise that we delivered in time in areas like statistics where serious short-falls were still obvious in early December.

3. Separation

On top of these challenges the Luxembourg Central Bank was faced with the outlook of a separation from the surveillance function which had to be prepared taking away precious men/hours, and triggered a considerable cost.

Our advice had been to delay the functional separation from the geographical one until the Central Bank had been firmly established.

Central banks are normally involved in the process of drawing up legislation relating to, for example regulatory standards, safety net arrangements and supervision since this legislation contributes crucially to the attainment of financial stability.

In Luxembourg an amendment by BcL to the bill suggesting institutional arrangements for co-operation among the two institutions along the UK model was not accepted.

In a draft agreement on the separation between the Supervising Commission and the Central Bank it is foreseen to have interinstitutional co-operation at the level of existing working groups, but there is no specific contact group pertaining to the dividing line of micro and macro prudential surveillance.

All consequences of the separation have not yet been accounted for. I also recognize the reasons of separation supported by the financial services industry. But it will not be the end of the road. One can expect that the regulatory platform in Europe will evolve in the years to come. The non-harmonized

part of the platform will come under pressure to converge, the multilateral co-operation among national supervisors will have to deepen substantially over time. Such co-operation, in the opinion of many observers, will also be structured to the point of providing the banking industry with a true and effective collective euro area supervisor.

For the Central Bank the interest in supervision is founded on its task of maintenance of the stability of the financial system. Let me say one word in this context about crisis management. One has to acknowledge that the TARGET system has reached today average values of payments of 1000 billion euros of which 40% are cross border and an even stronger interbank and payment system links clearly increase a possibility of financial instability spreading from country to another.

Banking problems are so close to monetary stability, payment system integrity and liquidity management, that a close co-operation with supervision is warranted, all the more that it has been very clearly established that crisis management will not involve the European System of Central Banks, but should remain a national responsibility.

It is therefore misleading to make believe that the Luxembourg financial centre has acquired a lender of last resort with the establishment of the ESCB.

Some might object that the whole subject is irrelevant for the financial centre of Luxembourg where all private banks are either branches or subsidiaries of foreign credit institutions, their headquarters should take responsibilities for the consolidated liquidity and solvency position. How does this rule however comply with the one that emergency liquidity assistance is restricted to the national boundaries? Of course such a situation, as we all say, is a purely theoretical one. I nevertheless wonder whether it would not be contributing to the image

of financial stability of the Luxembourg financial centre to consider adding another defence ring for depositors in Luxembourg beyond the existing deposit insurance scheme and beyond the guarantees of an excellent supervision based on regulation of capital adequacy and large exposures, improved licensing and supervising standards, the doubling of personnel in the Supervisory Commission and so on.

In my opinion, a market based approach as it exists with the liquidity consortial bank in Germany, i.e. injection of private money by banks or other market participants rather than tax payer's money or Central Bank money is an option worth a reflection. Not only to save public funds and avoid imbalances in public finance or in view of the nominal amounts available in Luxembourg, but also to reduce a moral hazard problem generated by public assistance to ailing institutions. If the industry were of the opinion that such a reflection could contribute to the image of the financial centre, the Luxembourg Central Bank would not stand aside. May I remind in this respect that the recent hedgefund crisis in the United States is another good example of public intervention being used to achieve a private solution.

4. Systems

Let me return now to the more immediate challenges faced by setting up the Central Bank. Beyond human resources, infrastructure, institutional territories one has to mention the acquisition, installation and running of the necessary systems. The most innovative being of course the payment system for TARGET, where BcL's team does not need to shy away from comparison. The back-office had to set up the Correspondent Central Bank Model with the registration of more than 10,000 securities. The accounting system was to be upgraded from the same day on as the introduction from the euro.

This was one of the main reasons why we could not accept to pre-run a national minimum reserve sys-

tem prior to the start-up of the euro, which coincided with the start of the new accounting system. Interfaces had to be put in place within different systems, first preparations had to be set up for the year 2000 bug.

Statistics had to be geared up in view of the increasing requests not only from Frankfurt or the prudential side, but also from Eurostat, Statec, IMF, OECD mainly in the area of balance of payments. The minimum reserve system had to be tested, become operational and needed a lot of explanations. In both areas, the financial centre operators had to be informed not only about the participation in all these new systems hitherto unknown but they had to be overlooked and weaknesses in their systems had to be brought to their attention.

A whole network of counterparts, reporting institutions, direct participants and sub-participants in settlement and compensation systems, eligible assets, appropriate haircuts, etc. had to be not only put in place, but understood and communicated.

These activities of liquidity management open up local access to euro-wide, safe and efficient payment networks. They contribute to the consolidation and diversification of activities on the financial centre.

5. Finance

a) Liquidity

These challenges all happened in an environment where there was much misunderstanding about the role of a Central Bank. Of course, the independence of such an institution is a thorn in the flesh of many. Anecdotal evidence to this can be read in parliamentary discussions and some publications. It was offered that a Central Bank could operate out of an apartment flat with a dozen civil servants.

It was also a widespread belief the European Central Bank would do the same than the Belgium

National Bank had done before, namely not only the definition of monetary policy but also the execution of monetary policy.

The most dangerous misunderstanding happened nevertheless in relation to the liquidity needs as opposed to revenue needs of the new institution. The Luxembourg Central Bank has today a balance sheet between 11 and 15 billion euros, putting it among the top ten banks in Luxembourg. This is only reflecting the fact that a central bank has to be seen but not in relation to the public budget, GDP, population or alike as the counterparty of its financial system. Luxembourg represents in financial terms not 0.1 % of Europe, not 0.2 %, but between 4 and 5 % !

The role of a central bank is to exchange assets with the financial system. The fact was that BcL had an own fund base of famished dimension. The relation to its balance sheet was at a level that the supervisory authority should have become nervous. On top, nearly all of its assets are earmarked for future liabilities like capital and reserve increase at the ECB, quota increase at the IMF, emergency financing for Brazil and so on. The profits from gold sales relinquished by the Belgium Central Bank had been to a large extent affected to the budgetary reserves according to the monetary association agreement in which a Luxembourg central bank did not exist. This explains also why Luxembourg is the only national central bank, member of the Euro-system that is not a member of the Bank of International Settlements. As of late it seems that the question of liquidity could nevertheless be resolved on the base of an agreement with Government. The discussions concerning such an agreement have been going on since November last year.

b) Revenue

A central bank's usual source of income is threefold

1. compulsory and unremunerated deposits from the banking sector

2. accumulated exchange reserves
3. seigneurage.

Much to the benefit of financial activities in Europe, unremunerated minimum reserves have been ruled out at European level as for now. Too bad for the central bank's income.

Accumulated reserves from the past, in the case of Luxembourg, were handled in the framework of the Belgian Luxembourg monetary association treaty. No "bingo" for the new central bank, which did not take part in the negotiations for the intergovernmental agreement.

The third source of income, seigneurage, has in the past been largely left to the main issuing authority in Luxembourg, namely the Belgium Central Bank. In return the distributed profits of this institution were divided according to the population ratio between the Belgian and the Luxembourg Governments.

With the advent of the third stage, the revenue of seigneurage should have been pooled and redistributed at European level. This stipulation of the Treaty was however postponed and Belgium and Luxembourg had to proceed to a new interpretation of their monetary association treaty. Such a new agreement between the two Governments allows for future flows from the Belgian Central Bank directly to the Luxembourg Central Bank. If these flows correspond to the amounts that the Prime Minister announced in a letter to the board of BcL, this income should ensure the functioning of BcL over the transitional period. The agreement with the Budget Minister, that I mentioned before, should complete the transitional arrangements. Unfortunately both, the Belgian - Luxembourg agreement and the convention with the Treasury, have not yet been implemented, but the latest statements point to May 1st. As is usual in Luxembourg, we tend to fall back on our feet in the last minute

however much wobbling there has been before. Needless to say, it also underlines the cordial relations between the Luxembourg Central Bank and the Government.

This leads me in fact to an additional challenge, the location of the Central Bank in the traditional institutional landscape of Luxembourg.

6. Institution

a) Outside

We are, indeed, very honoured to have the Sovereign of this country officially recognize the importance of the institution as a flag bearer of the country at European level.

It will not surprise you that the organisms most exposed to the outside would have been the most supportive. And it will not surprise neither, that inside institutions at the most inward looking levels have tended to see in BcL an unwanted competitor.

Let me nevertheless mention also extraordinary good and professional relations with the Luxembourg Statistical Office. We are ready to sign a co-operation agreement to share responsibilities for the establishment of a balance of payment. This function, not foreseen in our basic law, will be assumed by BcL in the interest of the financial centre in order to make maximum use of existing reporting requirements and synergies, as well as to avoid unnecessary administrative burdens for economic agents. We await the final green light from Government concerning full cost coverage of our Banks expenditure in this respect.

A second agreement, orally confirmed and submitted in written form, is with the F.S.S Commission and concerns IT services support by BcL and statistical distribution of responsibilities among the two institutions. Again the endeavour: is to avoid duplication and maximise synergies. Librac, CCLux, Cetrel, among others, will be covered in this respect. I add the draft agreement with the Treasury as well as number of outstanding questions with the Belgium

National Bank, which are promised in a constructive dialogue with the new Governor of BNB.

But an institution can not only be assertive to the outside world. This is part of its communication department responsibilities, and the press has been forthcoming with our emerging communication efforts. These efforts have to be increased because they are part of the necessary accountability of an institution which has to give merit to its independence.

But the institution has also to be consolidated to the inside.

b) Inside

We are extremely grateful to have outstanding personalities in our administrative council. The management team, including department heads, can only be qualified as very dedicated, hard working, highly motivated and professional, and the same can be said of the personal despite its differing origins: one quarter coming from a central bank background, one quarter from the Monetary Institute, one quarter from a private sector background and one quarter freshly recruited from school.

They all have to be melted into a corporate culture, inside of the leanest of European central banks.

The advantage of building up such an institution is of course that we did not have the problem of managing two different sets of regulations, the transition from one to another was inexistent. We did not need to look backwards and we could lean on the experience of others. We accompanied the built up of the ECB trying to keep our leaning curve as steep in the time horizon as possible. I am therefore proud to announce that from the second half of this year on we will not need any exemption under the ESBC rules any more and by the end of the year the toddler will dispense with its diapers. This should in time open up new horizons of a constructive involvement of this institution into the economic development of our region.

4.3. LA LÉGISLATION

BOURSE DE LUXEMBOURG

- règlement ministériel du 24 février 1999 portant approbation de modifications du règlement d'ordre intérieur de la Bourse de Luxembourg (Mémorial A-24 du 15.03.99, p.626)

- règlement grand-ducal du 18 mai 1999 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier et modifiant le règlement grand-ducal du 31 mars 1996 concernant la concession et le cahier des charges de la Société de la Bourse de Luxembourg (Mémorial A-64 du 08.06.99, p.1418)

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

- règlement grand-ducal du 16 mars 1999 portant exécution de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel (Mémorial A-39 du 19.04.99, p.1006)

COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER

- Commission de surveillance du secteur financier - Nominations (Mémorial B-18 du 07.04.99, p.512)

- règlement grand-ducal du 18 mai 1999 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier et modifiant le règlement grand-ducal du 31 mars 1996 concernant la concession et le cahier des charges de la Société de la Bourse de Luxembourg (Mémorial A-64 du 08.06.99, p.1418)

CONSIGNATIONS AUPRÈS DE L'ÉTAT

- loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat (Mémorial A-53 du 12.05.99, p.1296)

La loi du 29 avril 1999 relative à la caisse de consignation, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2000, a été élaborée par la Com-

mission chargée d'étudier l'amélioration de l'infrastructure législative de la place financière de Luxembourg (CAIL) dans le but de doter la place financière de Luxembourg d'une législation actualisée en matière de consignation. La législation antérieure remontait à la loi de 1872.

L'article 1^{er} combiné à l'article 3 prévoient la possibilité de consigner tout bien, c'est-à-dire non seulement des sommes d'argent, mais également des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, moyennant toutefois l'accord écrit et préalable de la caisse de consignation. Ces derniers sont conservés inchangés auprès de la caisse, qui est seulement habilitée à accomplir les actes d'administration en vue de leur conservation. Le but est de garantir aux ayants droits la protection et la conservation des biens consignés. En vertu de l'article 2, la Trésorerie de l'Etat est la caisse de consignation, sans que les biens consignés soient confondus avec ceux de l'Etat. La gestion de la caisse de consignation est assurée sous forme de service public par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

COUR DES COMPTES

- loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes (Mémorial A-68 du 11.06.99, p. 1444)

La loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes a été adoptée quelques jours après celle du 2 juin 1999 (Mémorial A-63 du 08.06.99, p.1414) relative à la révision de l'article 105 de la constitution et qui devait permettre une réforme approfondie de la Chambre des Comptes. Le projet de réforme remonte à 1994, date à laquelle le député Colling avait déposé une première proposition de loi. Deux autres projets de loi avaient été déposés. D'autre part, le législateur a également dû tenir compte du rapport remis en 1998 par la Commission chargée d'analyser les pratiques financières au sein du ministère de la Santé.

Le législateur a tout d'abord consacré le caractère juridictionnel de l'institution chargée du contrôle *a posteriori* de la gestion des finances publiques, en préférant recourir au qualificatif de «Cour» plutôt que celui de «Chambre». Le champ du contrôle de la Cour des comptes s'étend de la mission traditionnelle de contrôle de légalité et de régularité de la gestion financière des administrations et services de l'Etat aux personnes morales de droit public ou de droit privé bénéficiant de deniers publics, en passant par les services de l'Etat dotés de l'autonomie financière. La nouvelle institution dispose par conséquent de compétences élargies.

La loi attribue également à la Cour des comptes une fonction de conseiller technique de la Chambre des députés en matière de finances publiques, notamment en rendant des avis sur toute loi budgétaire, sur tout projet de loi relative à la comptabilité publique et en remettant un rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'État.

Afin d'assurer un contrôle neutre, autonome et efficace, la Cour des comptes s'est vue attribuer des pouvoirs d'investigation particulièrement larges (investigation sur place ou par communication de pièces), le droit d'auditionner tout gestionnaire de fonds publics, tout responsable des finances, ainsi que les commissaires aux comptes et réviseurs d'entreprises des entités contrôlées. Dès lors que les résultats de ses investigations laissent apparaître des faits pénalement répréhensibles, elle doit en informer la Chambre des députés, ainsi que les instances judiciaires compétentes.

Afin d'accomplir ses missions, la juridiction financière est composée de cinq membres, nommés par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des députés. La nomination des membres devrait intervenir au courant de la session parlementaire ordinaire 1999-2000. Les membres de la Cour ont la qualité de fonctionnaires et disposent d'un mandat de six ans renouvelable. Ils sont assistés par des agents ayant la qualité de fonctionnaires.

COMPTABILITÉ ET BUDGET DE L'ÉTAT

- loi du 8 juin 1999 portant

- a) sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat;
- b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
- c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (Mémorial A-68 du 11.06.99, p.1448)

L'adoption de la présente loi a eu pour objectif de réformer le droit luxembourgeois des finances publiques dont la dernière loi remontait à 1936. Le projet de loi était marqué par la volonté d'introduire, en droit des finances publiques, certaines notions de comptabilité privée (comptabilité des engagements, comptabilité prévisionnelle pluriannuelle indicative, comptabilité en partie double) avec le but de permettre le calcul du prix de revient, du coût et du rendement des services de l'État, ainsi que la notion d'efficacité, d'économicité et d'efficience de la gestion publique. Ces différents axes de réforme n'ont finalement pas tous été retenus par le législateur, qui notamment sur l'objectif d'efficacité, a préféré recourir à une notion plus nuancée et moins précise, celle de l'utilisation des crédits budgétaires conformément aux principes de bonne gestion financière.

La loi de juin 1999 crée une nouvelle direction: la direction du contrôle financier. Celle-ci regroupe l'ensemble des contrôleurs financiers détachés dans les différentes administrations et dont la fonction est d'assurer un contrôle interne à l'administration sur les dépenses engagées, notamment quant à leur légalité et régularité. Il s'agit par conséquent d'un contrôle *a priori* de la qualité de la gestion financière. Le législateur a suivi la proposition des auteurs du projet de loi de fusionner la Caisse générale et la

Trésorerie de l'État, mais a préféré une autre subdivision de cette dernière entre section «paiement et recouvrement», section «gestion financière» et section «comptabilité». La section «gestion financière» assure le placement des fonds disponibles de la trésorerie de l'État dans des titres et instruments de première qualité, conformément à la politique d'investissement décidée par le gouvernement.

Les autres dispositions de la loi du 8 juin, ne font que consacrer des principes classiques du droit des finances publiques: le principe de séparation stricte des ordonnateurs (auxquels la loi adjoint des contrôleurs financiers) et des comptables publics, ainsi qu'une définition précise des quatre phases de l'exécution d'une dépense (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement).

DOMICILIATION DE SOCIÉTÉS

- loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre du commerce et des sociétés;

modifiant et complétant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;

complétant la loi du 12 juillet 1977 relative aux sociétés de participations financières (holding companies); modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

complétant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Mémorial A-77 du 21.06.99, p.1681)

La loi du 31 mai vise à enrayer certaines activités préjudiciables à la bonne renommée de la place financière de Luxembourg car proches du secteur

financier et exercées la plupart du temps sous le couvert d'une société holding et de domiciliataires, en prévoyant tout d'abord, que tout projet d'activité de domiciliation doit faire l'objet au préalable de la passation d'une convention de domiciliation, sous peine d'une amende de 50.000 à 5.000.000 LUF. La durée et l'identité des parties au contrat de domiciliation font l'objet d'une publication au Mémorial C.

L'activité de domiciliation ne peut désormais être exercée que par certaines personnes, qui en vertu de l'article 28-1 de la loi modifiée du 5 avril 1993, sont considérées comme exerçant une activité du secteur financier et qui doivent justifier pour obtenir l'agrément, d'une formation universitaire de quatre ans accomplie en droit, économie ou gestion d'entreprises et d'assises financières conséquentes.

Les obligations professionnelles du domiciliataire sont clairement définies à l'article 2: il doit vérifier que les dispositions relatives au domicile ont été respectées par la société requérante, connaître l'identité réelle des personnes intervenant et peut dénoncer la convention de domiciliation dès que la société requérante contrevient au droit d'établissement ou au droit des sociétés commerciales.

L'article 6 de la loi complète la définition du domicile d'une société, en affirmant que le domicile est situé au principal établissement de la société et en posant une présomption simple que cet établissement principal correspond au siège statutaire de la société.

Le respect des dispositions tant relatives à l'activité de domiciliation, que celles relatives à la notion de domicile d'une société, sont sanctionnées au niveau des personnes morales, par la possibilité pour le tribunal d'arrondissement, à la requête du Procureur d'État, de prononcer la dissolution et ordonner la liquidation d'une société soumise à la loi luxembourgeoise, ou la fermeture de tout établissement situé au Luxembourg d'une société étrangère.

ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

- tableau au 31 décembre 1998 des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (Mémorial B-21 du 16.04.99, p.552)

- tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - Complément N°1 (Mémorial B-27 du 28.05.99, p. 702)

EXPERTS-COMPTABLES

- loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable (Mémorial A-83 du 29.06.99, p.1770)

La présente loi vise à doter la profession d'expert-comptable d'un statut légal semblable à celui des réviseurs d'entreprises. Jusqu'à présent la profession était régie par l'alinéa 1^{er} du paragraphe c) de l'article 19(1) de la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel et de certaines professions libérales et qui se limitait à définir l'activité de l'expert-comptable. Le texte législatif définit non seulement les activités et attributions de l'expert-comptable, mais également les conditions requises pour pouvoir utiliser le qualificatif d'expert-comptable, ainsi que les conditions d'indépendance et d'impartialité relatives à l'exercice de la profession. L'article 10 de la loi institue un ordre des experts-comptables disposant de la personnalité civile. Le fonctionnement, la composition et les attributions de l'ordre, ainsi que ses compétences en matière disciplinaire sont régis par les articles 11 à 23. Finalement les articles 24 à 38 définissent un conseil de discipline, comprenant le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et quatre membres du conseil de l'ordre des experts-comptables, les peines disciplinaires qui peuvent être prononcées, ainsi que la procédure applicable.

FONDS DE PENSION

- loi du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) (Mémorial A-70 du 11.06.99, p.1476)

La législation luxembourgeoise antérieure à l'adoption de la présente loi permettait déjà l'organisation de fonds de pension au Grand-Duché, mais sans la nécessaire sécurité juridique. L'article 1^{er} de la loi du 8 juin organise tout d'abord le cadre légal des fonds de pension en proposant deux formes juridiques obligatoires pour la création d'un fonds de pension: la société d'épargne-pension à capital variable et l'association d'épargne-pension. La première recourt au concept de société coopérative, caractérisée par l'incessibilité des actions et la délimitation à un cercle restreint de titulaires. La seconde est basée sur la notion d'association, dont le but est le versement d'une rente viagère. Ce même article définit en un second tiret, l'objet du fonds de pension, à savoir la collecte de fonds et l'investissement de ceux-ci selon le principe de répartition des risques dans l'objectif d'assurer le moment venu le versement d'un capital ou d'une rente afin de couvrir les prestations de retraite, d'invalidité, de décès, de survie ou de réversion. Chaque fonds de pension est régi par son propre règlement qui fait partie intégrante des statuts et dont les mentions obligatoires sont énoncées à l'article 60 de la loi.

Le capital social de la sepcav est divisé en actions nominatives, qui peuvent être de valeur inégale, mais qui ensemble représentent au moins un million d'euro. Les variations de capital ne donnent lieu à aucune formalité spécifique, si ce n'est la dissolution de l'entité au cas où il serait inférieur aux deux tiers du minimum. Les actionnaires ne bénéficient ni d'un droit préférentiel de souscription en cas d'augmentation du capital, ni d'un droit à répartition du bénéfice.

L'association d'épargne-pension doit fournir endéans dix ans une provision technique de cinq millions

d'euro. Outre le règlement de pension, les statuts comportent en annexe les conditions d'entrée et de sortie du fonds.

Peu importe la forme juridique retenue, les actifs des fonds de pension doivent être confiés à une banque dépositaire qui accomplit l'ensemble des opérations d'administration courante. Ce dépositaire doit avoir la qualité d'établissement de crédit conformément à la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier. Sa nomination, et par conséquent, sa révocation font l'objet d'une approbation de l'autorité de contrôle, qui en vertu de l'article 52, est la Commission de surveillance du secteur financier. La gestion des actifs du fonds de pension peut être déléguée à un gestionnaire agréé en vertu de la loi du 5 avril 1993 par l'autorité de contrôle. A nouveau la nomination et la révocation du gestionnaire interviennent qu'après accord de l'autorité de contrôle. Dans le cadre de l'assep, la gestion du passif peut également être déléguée.

Avant toute activité, les fonds de pension font l'objet d'un agrément délivré par l'autorité de contrôle suite à un examen des statuts, du règlement de pension, du dépositaire et selon les cas, du gestionnaire d'actifs et du passif. Les données comptables fournies par le fonds de pension dans le cadre de son rapport annuel, font l'objet d'un contrôle par un réviseur d'entreprises. L'ensemble des dispositions obligatoires est sanctionné par des amendes ou des peines de prison.

- règlement grand-ducal du 22 juin 1999 déterminant le droit fixe applicable aux rassemblements de capitaux dans les fonds de pension régis par la loi du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) (Mémorial A-89 du 07.07.99, p.1832)

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

- règlement grand-ducal du 29 janvier 1999 portant actualisation de la pondération de l'indice des prix à la consommation (Mémorial A-12 du 22.02.99, p.178)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} déc. 1998 (Mémorial B-6 du 25.01.99, p.333)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} janv. 1999 (Mémorial B-12 du 09.03.99, B-12, p.426)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} fév. 1999 (Mémorial B-13 du 16.03.99, p.439)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} mars 1999 (Mémorial B-22 du 22.04.99, p.562)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} avril 1999 (Mémorial B-28 du 31.05.99, p.707)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} mai 1999 (Mémorial B-32 du 29.06.99, p.757)

- indice des prix à la consommation au 1^{er} juin 1999 (Mémorial B-35 du 23.07.99, p.792)

- règlement grand-ducal du 18 mai 1999 portant nouvelle fixation du coefficient de raccord de l'indice des prix à la consommation (Mémorial A-64 du 08.06.99, p.1420)

OPÉRATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

- loi du 9 juin 1999 relative à la participation à certaines institutions et opérations financières internationales (Mémorial A-81 du 24.06.99, p.1742)

Cette loi, à défaut de pouvoir organiser un cadre juridique unique pour les opérations financières consenties par le Grand-Duché, vise à permettre la participation financière de l'Etat luxembourgeois aux versements de fonds à différentes institutions internationales dont le Luxembourg fait partie.

ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

- liste officielle des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de la Banque centrale du Luxembourg conformément à l'article 72(1) de la loi du 30 mars 1988 -complément n°3 (Mémorial B-5 du 19.01.99, p.317)
- liste officielle des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de la Banque centrale du Luxembourg conformément à la loi du 19 juillet 1991 - complément n°3 (Mémorial B-5 du 19.01.99, p.321)
- liste officielle des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de la Commission de surveillance du secteur financier conformément à la loi du 30 mars 1988 (Mémorial B-16 du 01.04.99, p.460)
- liste officielle des organismes de placement collectif soumis à la surveillance de la Commission de surveillance du secteur financier conformément à la loi du 19 juillet 1991 (Mémorial B-16 du 01.04.99, p.487)

PENSIONS COMPLÉMENTAIRES

- loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension et portant modification
 - a) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,
 - b) de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail,
 - c) de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et
 - d) de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes (Mémorial A-74 du 17.06.99, p.1644)

PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER

- tableau au 31 décembre 1998 des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la Commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (Mémorial B-11 du 26.02.99, p.415)
- tableau des professionnels du secteur financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la Commission de surveillance du secteur financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - complément n°1 (Mémorial B-26 du 21.05.99, p.693)

SERVICES FINANCIERS

- loi du 8 juin 1999 portant approbation du Troisième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services concernant le mouvement des personnes physiques ainsi que du Cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services concernant les services financiers (Mémorial A-71 du 15.06.99, p. 1493)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

- loi du 10 juin 1999 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales par l'introduction des sociétés coopératives organisées comme des sociétés anonymes (Mémorial A-69 du 11.06.99, p.1469)

La loi du 10 juin introduit en droit luxembourgeois des sociétés une nouvelle catégorie de sociétés coopératives, dont le capital social est subdivisé en actions. L'adoption de la présente loi avait été rendue nécessaire à l'adoption de la loi relative aux fonds de pension.

SURVEILLANCE PRUDENTIELLE

- loi du 29 avril 1999 portant transposition de la directive 95/26/CE relative au renforcement de la surveillance, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif; transposition partielle de l'article 7 de la directive 93/6/CEE relative à l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; différentes autres modifications de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; modification du règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 relatif aux contrats fiduciaires des établissements de crédit (Mémorial A-53 du 12.05.99, p.1301)

La loi du 29 avril vient tout d'abord transposer, par insertion dans la loi du 5 avril 1993 et celle du 30 mars 1988, la directive 95/26/CE en ce qui concerne le volet relatif à l'usage des informations que la Commission de surveillance du secteur financier est habilitée à récolter au sujet des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des organismes de placement collectif et à l'échange des informations ainsi obtenues entre autorités de surveillance, banques centrales et autres autorités chargées de la surveillance des systèmes de paiement et faisant partie de la Communauté ou de l'Espace économique européen. La loi fixe les conditions dans lesquelles la Commission peut faire usage des informations obtenues ou transmettre ces informations. La collaboration s'étend aux organismes impliqués dans la liquidation et la faillite de professionnels du secteur financier ou aux personnes effectuant le contrôle légal des comptes de ces professionnels. La loi dispose également que désormais les réviseurs d'entreprises devront signaler à la Commission, sans tarder, tout fait ou toute décision constituant une violation grave des dispositions de la loi de

1993 relative au secteur financier, ou portant atteinte à la continuité de l'exploitation ou encore, pouvant entraîner le refus de certification des comptes du professionnel financier ou du moins l'émission de réserves à ce sujet. La loi assure ensuite par un article III, la transposition en partie de l'article 7 de la directive 93/6/CE en ajoutant dans la troisième partie de la loi de 1993 relative au secteur financier, un chapitre 3 bis relatif à la surveillance des entreprises d'investissement sur une base consolidée afin de préserver le principe d'égalité de traitement entre professionnels du secteur financier, puisque celles-ci exercent des activités similaires ou même identiques et sont de ce fait exposées aux mêmes risques financiers. Par conséquent, elles doivent être soumises aux mêmes règles prudentielles que les établissements de crédit.

VIREMENTS TRANSFRONTALIERS

- loi du 29 avril 1999 portant transposition de la directive 97/5/CE concernant les virements transfrontaliers dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (Mémorial A-53 du 12.05.99, p.1297).

Cette loi vise à assurer la transposition de la directive 97/5/CE du 27 janvier 1997 par insertion dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, en y créant une nouvelle partie II bis, afin d'assurer la transparence et la cohérence du cadre juridique général du secteur financier. La directive susmentionnée définit les obligations minimales que les établissements de crédit doivent respecter lors de l'exécution d'un virement transfrontalier. Ces obligations tendent à améliorer la transparence, l'efficacité et la qualité des services de virements transfrontaliers de faible valeur (inférieur à EUR 50.000 selon l'article 41-2) par une meilleure information de la clientèle, par un raccourcissement des délais d'exécution des virements et par l'élimination du double prélèvement.

Le champ d'application de la nouvelle partie II bis de la loi du 5 avril 1993 se limite aux virements qui remplissent les quatre conditions cumulatives de l'article 41-2 (virements libellés en euro ou en monnaie d'un Etat membre de la Communauté ou de l'Espace économique européen, pour un montant inférieur à EUR 50.000, par un donneur d'ordre qui n'est pas une institution financière, exécuté par un établissement qui de part son activité accomplit des virements).

L'objectif de transparence est assuré par deux dispositions: l'une relative aux informations préalables du client quant aux conditions du virement transfrontalier, notamment par une information écrite sur les frais et commissions, sur les délais d'exécution et sur les procédures de réclamation et de recours, l'autre relative à une information écrite, claire et compréhensible du donneur d'ordre et du bénéficiaire une fois le virement accompli.

La rapidité d'exécution des virements transfrontaliers est garantie par l'article 41-6. L'établissement du donneur d'ordre doit effectuer le virement endéans le délai convenu, sous peine de dommages-intérêts. Si aucun délai n'a été convenu, l'établissement est, malgré tout, tenu d'effectuer

le virement dans un laps de temps correspondant à cinq jours bancaires ouvrables. La même obligation de rapidité incombe à l'établissement du bénéficiaire du virement, qui doit créditer le compte du bénéficiaire au plus tard à la fin du jour bancaire ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

L'article 41-7 de la loi prévoit l'obligation pour l'établissement d'effectuer le virement transfrontalier conformément aux instructions du donneur d'ordre, lorsque celui-ci a décidé de prendre à sa charge tous les frais liés à l'exécution du virement. Le but de cette disposition est de prévenir le double prélèvement de frais, sous peine de devoir restituer les frais prélevés à tort.

Finalement, l'article 41-8 définit les obligations de remboursement en cas de virements non menés à bonne fin, soit en raison de retards, soit que le montant n'a jamais été crédité. L'établissement est alors tenu, dans de tels cas, de créditer les fonds ayant fait l'objet du virement majorés d'intérêts moratoires avec une limite supérieure de EUR 12.500, sauf lorsqu'il y a eu faute du donneur d'ordre ou cas de force majeure.

4.4. LES PUBLICATIONS DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

BULLETIN

Le Bulletin de la Banque centrale du Luxembourg 1999/1 est le premier numéro depuis la refonte de la publication. Les articles sont publiés, suivant la source, soit en français, soit en anglais.

RAPPORT ANNUEL

Le rapport d'activités de l'exercice écoulé de la Banque centrale du Luxembourg comprend des chapitres sur le contexte économique, financier et monétaire, le secteur financier luxembourgeois, les activités de la BCL au sein du SEBC, la surveillance prudentielle du secteur financier, les relations extérieures de la Banque, l'organisation de la Banque, les comptes annuels, ainsi que des statistiques économiques et financières. Le Rapport Annuel contient de nombreux tableaux et graphiques, ainsi que des annexes.

AUTRES PUBLICATIONS

- *EuroPratique. Vade-mecum sur l'introduction de l'euro* par l'Institut Monétaire Luxembourgeois/la Banque centrale du Luxembourg, mai 1998. Ce guide est divisé en deux parties: la première traite des questions concrètes qui se présentent dans les domaines de la vie courante; la deuxième constitue un petit carnet théorique qui présente de façon succincte l'évolution et les mécanismes de la construction monétaire européenne. 204 pages. L'*EuroPratique* existe également en version allemande: *EuroPraxis. Vademecum zur Einführung des Euro*, ainsi qu'en version portugaise: *EuroPrático. Vade-mecum sobre a introdução do euro*.
- *Conditions générales des opérations* – Mise-à-jour Septembre 1999
- *Recueil des instructions aux banques*
Le Recueil relève, depuis 1999, de la compétence de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Commande

Les publications peuvent être obtenues à la Banque centrale du Luxembourg, dans la limite des stocks disponibles, et aux conditions qu'elle fixe.



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

Secrétariat général

L-2983 Luxembourg

Télécopieur: +352 4774-4910

4.5. LA LISTE DES CIRCULAIRES DE LA BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

- Circulaire BCL 98/150 du 24 août 1998 relative au gel des avoirs détenus à l'étranger par les gouvernements de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Serbie;
- Circulaire BCL 98/151 du 24 septembre 1998 concernant les aspects comptables du basculement vers l'euro;
- Circulaire BCL 98/152 du 6 novembre 1998 concernant l'introduction d'un système de réserves obligatoires;
- Circulaire BCL 98/153 du 24 novembre 1998 complétant la circulaire IML 94/112 relative à la lutte contre le blanchiment et la prévention de l'utilisation du secteur financier à des fins de blanchiment;
- Circulaire BCL 98/154 du 9 décembre 1998 concernant le calcul par la BCL du montant des dépôts garantis;
- Circulaire BCL 98/155 du 9 décembre 1998 concernant le rappel des obligations en matière de réserves obligatoires;
- Circulaire BCL 98/156 du 21 décembre 1998 concernant la décomposition des corrections de valeur constituées par les établissements de crédit au 31.12.1998.

4.6. LES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE) / Documents published by the European Central Bank (ECB)

La Banque centrale du Luxembourg contribue à la diffusion des documents publiés gratuitement par la Banque centrale européenne. Les documents sont diffusés, en principe, dans leur version originale anglaise.

BULLETIN MENSUEL BCE

ECB Monthly Bulletin

La version anglaise du Bulletin mensuel de la BCE est en principe diffusée aux abonnés luxembourgeois des publications de la Banque centrale du Luxembourg. Les versions traduites sont disponibles sur le site Internet de la BCE (<http://www.ecb.int>) ou peuvent être obtenues auprès de la BCE.

Articles parus depuis janvier 1999
Articles published from January 1999 onwards:

"The euro area at the start of Stage Three",
January 1999

"The stability-oriented monetary policy strategy of the Eurosystem",
January 1999

"Euro area monetary aggregates and their role in the Eurosystem's monetary policy strategy",
February 1999

"The role of short-term economic indicators in the analysis of price developments in the euro area",
April 1999

"Banking in the euro area: structural features and trends",
April 1999

"The operational framework of the Eurosystem: description and first assessment",
May 1999

"The implementation of the Stability and Growth Pact",
May 1999

"Longer-term developments and cyclical variations in key economic indicators across euro area countries",
July 1999

"The institutional framework of the European System of Central Banks",
July 1999

"The international role of the euro",
August 1999

"The balance sheets of the Monetary Financial Institutions of the euro area in early 1999",
August 1999

RAPPORT ANNUEL 1998

Annual Report 1998

Working Paper Series

1. "A global hazard index for the world foreign exchange markets"
by V. Brousseau and F. Scacciavillani, May 1999
2. "What does the single monetary policy do? A SVAR benchmark for the European Central Bank"
by C. Monticelli and O. Tristani, May 1999
3. "Fiscal policy effectiveness and neutrality results in a non-Ricardian world"
by C. Detken, May 1999
4. "From the ERM to the euro: new evidence on economic and policy convergence among EU countries"
by I. Angeloni and L. Dedola, May 1999
5. "Core inflation: a review of some conceptual issues"
by M. Wynne, May 1999
6. "The demand for M3 in the euro area"
by G. Coenen and J.-L. Vega, September 1999
7. "A cross-country comparison of market structures in European banking"
by O. de Bandt and E.P. Davis, September 1999

AUTRES PUBLICATIONS

Other publications

- TARGET brochure,
July 1998
- "The TARGET service level",
July 1998
- "Report on electronic money",
August 1998
- "Assessment of EU securities settlement systems against the standards
for their use in ESCB credit operations",
September 1998
- "Money and banking statistics compilation guide",
September 1998
- "The single monetary policy in Stage Three:
General documentation on ESBC monetary policy instruments and procedures",
September 1998

“Third progress report on the TARGET project”,
November 1998

“Correspondent central banking model (CCBM)”,
April 1999

“Payment systems in the European Union: Addendum incorporating 1997 figures”,
January 1999

“Possible effects of EMU on the banking systems in the medium to long term”,
February 1999

“Euro area monetary aggregates: conceptual reconciliation exercise”,
July 1999

“The effects of technology on the EU banking systems”,
July 1999

“The euro banknotes and coins”,
July 1999

“Payment systems in countries that have applied for membership of the European Union”,
August 1999

“Improving cross-border retail payment services – The Eurosystem’s view”,
September 1999

“Compendium: collection of legal instruments”, June 1998 – May 1999
October 1999

DOCUMENTS PUBLIÉS PAR L’INSTITUT MONÉTAIRE EUROPÉEN (IME)

Documents published by the European Monetary Institute (EMI)

La liste complète des documents est disponible sur le site Internet de la BCE (<http://www.ecb.int>).

For a complete list of documents, please visit the Web site of the ECB (<http://www.ecb.int>).

Commande / Order

Les publications de la BCE peuvent être obtenues gratuitement auprès du Service Presse de la BCE. Veuillez transmettre votre commande par écrit à l’adresse postale de la BCE.

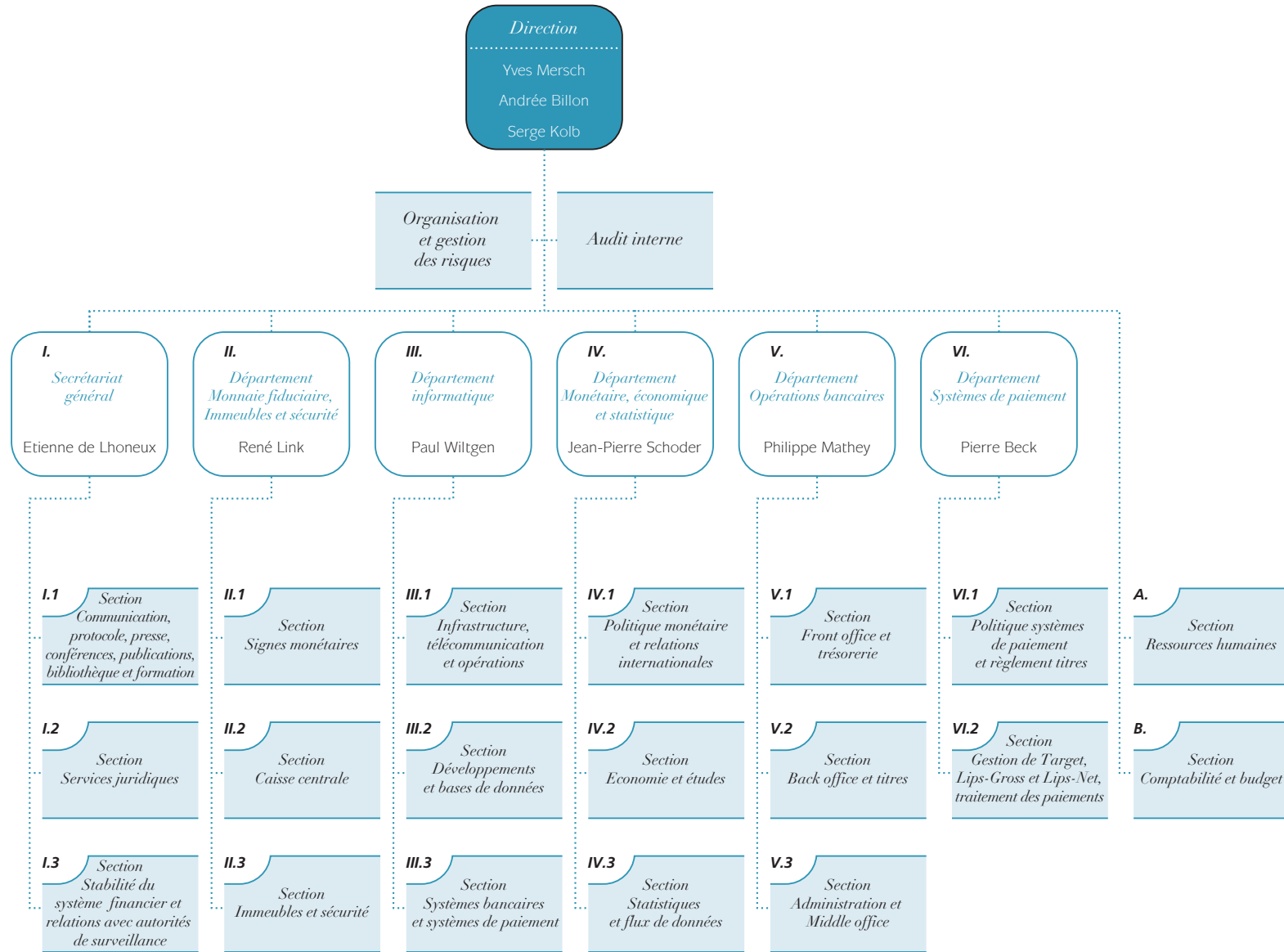
The publications of the ECB are available to interested parties free of charge from the ECB Press Division. Please submit orders in writing to the postal address of the ECB.

BCE/ECB
Postfach 160319
D-60066 Frankfurt am Main
<http://www.ecb.int>

4.7. LA LISTE DES ABRÉVIATIONS / LIST OF ABBREVIATIONS

AGDL	Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg	ECG	Enlarged Contact Group on the Supervision of Investment Funds
BAFI	Base des agents financiers	EEC	European Economic Community
BCE	Banque centrale européenne	EMI	European Monetary Institute
BCL	Banque centrale du Luxembourg	EMS	European Monetary System
BCN	Banque(s) centrale(s) nationale(s)	EMU	Economic and Monetary Union
BEI	Banque européenne d'investissement	ESCB	European System of Central Banks
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	EU	European Union
BIS	Bank for International Settlements	EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
BRI	Banque des règlements internationaux	FBCF	Formation brute de capital fixe
CAIL	Commission chargée d'étudier l'amélioration de l'infrastructure législative de la place financière de Luxembourg	FCP	Fonds commun de placement
CE	Communauté européenne	FDC	Fleur de coin
CEC	Centre d'échange d'opérations à compenser du système financier belge	FMI	Fonds monétaire international
CEE	Communauté économique européenne	GAFI	Groupe d'action financière pour la lutte contre le blanchiment de capitaux
CETREL	Centre de transferts électroniques	GDP	Gross domestic product
CPI	Consumer Price Index	IADB	Inter American Development Bank
CSSF	Commission de surveillance du secteur financier	IBLC	Institut belgo-luxembourgeois du change
DTS	Droit de tirage spécial	IGF	Inspection générale des finances
EC	European Community	IFM	Institutions financières monétaires
ECB	European Central Bank	IME	Institut monétaire européen
		IMF	International Monetary Fund
		IML	Institut Monétaire Luxembourgeois

IOSCO	International Organisation of Securities Commissions	SDR	Special Drawing Right
IPC	Indice des prix à la consommation	SEBC	Système européen de banques centrales
LIPS-Gross	Luxembourg Interbank Payment System Real-Time Gross Settlement System	SEC	Système européen de comptes
LIPS-Net	Luxembourg Interbank Payment System Real-Time Net Settlement System	SICAF	Société d'investissement à capital fixe
MFIs	Monetary Financial Institutions	SICAV	Société d'investissement à capital variable
NCB(s)	National central bank(s)	SME	Système monétaire européen
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication s.c.
OECD	Organisation for Economic Cooperation and Development	SYPAL-GIE	Groupement pour la promotion et la gestion des systèmes de paiement au Luxembourg, groupement d'intérêt économique
OICV	Organisation internationale des commissions de valeurs	TARGET	Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer System
OPC	Organisme de placement collectif	UCI	Undertaking for Collective Investments
OPCVM	Organisme de placement collectif en valeurs mobilières	UCITS	Undertaking for Collective Investments in Transferable Securities
OPEP	Organisation des pays exportateurs et producteurs de pétrole	UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut	UEBL	Union économique belgo luxembourgeoise
PSC	Pacte de stabilité et de croissance	UEM	Union économique et monétaire
PSF	Autres professionnels du secteur financier	UNC coins	Uncirculated coins
RTGS	Real-Time Gross Settlement System		
RTGS-L	Real-Time Gross Settlement System – Luxembourg		





BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

L-2983 Luxembourg

CENTRAL TÉLÉPHONIQUE: +352 4774-1

TÉLÉCOPIEUR: +352 4774-4901



DIRECTEUR GENERAL	Yves MERSCH	4774-4203
DIRECTEUR	Andrée BILLON	4774-4205
DIRECTEUR	Serge KOLB	4774-4204
SECRETARIAT GENERAL	Etienne de LHONEUX	4774-4240
DEPARTEMENT MONNAIE FIDUCIAIRE, IMMEUBLES ET SECURITE	René LINK	475251
DEPARTEMENT INFORMATIQUE	Paul WILTGEN	4774-4302
DEPARTEMENT MONETAIRE, ECONOMIQUE ET STATISTIQUE	Jean-Pierre SCHODER	4774-4278
DEPARTEMENT OPERATIONS BANCAIRES	Philippe MATHEY	4774-4403
DEPARTEMENT SYSTEMES DE PAIEMENT	Pierre BECK	4774-4411
CELLULE ORGANISATION ET GESTION DES RISQUES	Fernand YASSE	4774-4406
CELLULE AUDIT INTERNE	Charles SCHOEN	4774-4225
SECTION RESSOURCES HUMAINES	Jacqueline BETZEN	4774-4261
SECTION COMPTABILITE ET BUDGET	Marc LINSTER	4774-4230